
De : ABECASSIS Adrien
Envoyé : mercredi 1 juillet 2015 21:32
À : JOUYET Jean-Pierre; VALLAUD Boris; FELTESSE Vincent; GANTZER Gaspard;
RIPERT Claudine; Philippe Léglise-Costa; BOONE Laurence; MARTIN-LANG Sophie;
RULLIER Bernard
Objet : Point opinion / Grèce

P.i., 2 sondages sur la Grèce aujourd'hui. Ils confirment les éléments des derniers jours, avec un peu de durcissement :

- Sur une question sans aucune conditionnalité, **60% des Français souhaitent que « la Grèce reste dans la zone euro »** (81% à gauche).

Les résultats auraient certainement été différents sur des questions mettant en balance droits et obligations. Mais cela prouve qu'il n'y a **pas de volonté punitive a priori**. Sans doute les Français sont-ils trop loin de l'actualité pour ressentir les tensions ou l'énervement que les négociations peuvent provoquer.

- S'ils ne veulent pas exclure la Grèce par principe, **la solidarité a de sérieuses limites** : **64% souhaiteraient que « l'Europe arrête de prêter de l'argent à la Grèce »** (dont 47% des sympathisants de gauche) ; et **84% souhaiteraient qu'elle « rembourse sa dette »**. Même à gauche (y compris extrême-gauche), il n'y a que 19% à souhaiter qu'elle ne la rembourse pas.
- L'histoire n'est pas en train de s'écrire dans notre sens. **Un mot revient souvent : « gâchis »**.

Beaucoup de courriers de correspondants de gauche sont des témoignages de soutien au peuple Grec (mais pas à son gouvernement ni à ses demandes dans les négociations) ; et de déception quant à l'idée qu'ils se faisaient d'une Europe unie et capable de proposer un horizon aux peuples. **Les mots sont parfois durs**, devant le sentiment d'avoir laissé faire ce délitement, par suivisme ou inaction : *« ma colère est profonde », « je ne me reconnais pas dans mon Président ni dans cette fabuleuse idée qu'était l'Europe », « une trahison de ce qui reste de beau et fort de ce que l'on appelle la gauche »*.

La responsabilité sera collective : les Français pensent que personne n'a **« agi dans le bon sens pour résoudre le problème de la Grèce »**, même si **A. Merkel est vue comme ayant fait ce qu'il fallait un peu plus que les autres** (mais malgré tout à 43% seulement, contre 53% qui estiment le contraire), de même que C. Lagarde (au même niveau, 43% - ironie et injustice de l'Histoire) ; et **le PR un peu moins que les autres** (36% seulement, contre 60%). Seuls les sympathisants de gauche sont majoritaires à penser que le PR a fait ce qu'il fallait.

Tsipras n'est pas particulièrement blâmé : à 36% (et 53% à gauche), il ne semble pas vu, à ce stade, comme l'obstacle ou le responsable principal de ce résultat.

- *Il y a un vrai enjeu, assez rapide, à **écrire notre histoire** de l'ensemble de cet évènement, le rôle que nous y avons tenu, les principes que nous avons poursuivis (donc notre vision du projet et des valeurs de l'Europe), et l'explication de comment en sommes-nous arrivés là (qu'avons-nous proposé ; pourquoi cela a été refusé ; ... ?).*

L'intervention de lundi semble n'avoir pas marqué (quasi-aucun commentaire ou remontée sur le message porté - sauf sur la situation en France, mais le message pourrait être à renforcer : cf. ci-dessous). Il faudra sans doute d'autres messages, davantage repris et déclinés par nos relais.

- Les besoins de réassurance sur la situation en France sont encore là : **74% ne croient pas à la déclaration du PR selon laquelle l'économie française est robuste et n'a rien à craindre de la situation en Grèce**. Même les sympathisants de gauche sont divisés, mais plutôt inquiets (52% n'y croient pas, 48% y croient).

- *Peut-être cette déclaration était-elle trop loin des représentations pour être acceptée en l'état. Peut-on dire que si l'on est certain que la reprise en France ne sera pas perturbée, « en tout état de cause tout sera fait pour protéger l'économie française » (ce qui bien notre rôle attendu) ?*

A.